

A l'attention de Monsieur Mathieu, AGFIP de la DDFiP de Maine-et-Loire

Les agents de la DDFIP de Maine et Loire n'en peuvent plus. De jour en jour la situation s'aggrave, dans les trésoreries mixtes, les SIP, les SIE, , les SPF. Aucun service, aucun poste n'est épargné. La conscience professionnelle et les compétences des agents maintiennent encore ce fragile édifice...Mais jusqu'à quand ?

Pour exemple : L'accueil de la cité administrative et sa file d'attente interminable en est un exemple frappant.

Si la création d'un guichet fiscal unique pour les particuliers était l'un des objectifs de la création de la DGFIP pour améliorer la qualité de service aux usagers, le bilan que l'on peut en tirer, est loin, très loin des ambitions affichées par les ministres. Le GFU est la confirmation de la logique des restrictions budgétaires imposées par la RGPP puis la MAP. Il s'agit pour l'État de dégager des gains de productivité pour baisser les coûts de fonctionnement.

Alors que le renfort des équipes d'accueil se fait dans la plupart des cas par des ponctions de personnels sur les services même des structures, les agents attendent des créations d'emplois afin d'améliorer leur conditions de travail et mieux répondre à l'attendre des contribuables !

Dénoncée par **FO DGFIP 49** lors de sa mise en œuvre, la fusion DGI-DGCP exprime aujourd'hui la pleine mesure de ce pourquoi elle a été créée : **ÊTRE UN PLAN DE RIGUEUR !** Depuis des années, les restructurations et les suppressions d'emplois qui les accompagnent dégradent les conditions de travail et n'améliorent en rien le service public. Que restera t-il des missions, du réseau de la DGFIP si le gouvernement ne retire pas son pacte de responsabilité et va jusqu'au bout de la démarche stratégique ?

Monsieur Mathieu, FO DGFIP 49 vous le redit, ça suffit !

**L'austérité va encore s'accentuer
avec la mise en œuvre du pacte de responsabilité.**

Alors que la Modernisation de l'Action Publique déclinée par la démarche stratégique à la DGFIP, commence à produire tous ses effets négatifs sur les personnels et sur les missions, le gouvernement affiche clairement la couleur.

Le pacte d'austérité de 50 milliards de réduction de dépenses publiques implique la mise à sac pure et simple de la Sécurité Sociale, des administrations de l'État et des collectivités locales. Avec l'acte 3 de la décentralisation et la disparition annoncée des départements dont les effets seront destructeurs pour le réseau des postes et services de la DGFIP en est un des exemples les plus évidents.

Le pacte de responsabilité, c'est d'un côté 50 milliards de coupes sombres tous azimuts dont 19 milliards dans le budget de l'État (Gel de la valeur du point d'indice, suppressions d'emplois, suppressions de services, diminution drastique des crédits de fonctionnement etc...) et de l'autre coté, 30 milliards d'euros offerts au patronat au nom de la baisse du coût du travail sans aucune contrepartie d'embauches. Ces milliards s'ajoutent aux dizaines de milliards d'exonérations de charges sociales et fiscales déjà consentis.

particulier, une saignée à blanc de 19 milliards d'euros qui aura pour résultat :

- **Une démarche stratégique à la puissance 10,**
- **La réduction du service public républicain et la remise en cause de l'égalité républicaine,**
- **Des attaques contre le statut général et les statuts particuliers des personnels,**
- **La réduction du pouvoir d'achat des traitements par le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017,**
- **Des conditions de travail encore dégradées par la poursuite de la baisse des effectifs,**
- **La réduction des sites et des services financiers départementaux.**

Une autre politique par la relance de la consommation est possible. Pour cela, il faut augmenter les salaires et améliorer les carrières des agents de l'État en mettant fin au gel des rémunérations et à la réduction drastique des plans de qualification aux Finances.

De même, nous rappelons le rôle essentiel du Service public, source permanente de cohésion sociale. C'est pour cela que nous exigeons le maintien et la pérennisation des services publics avec les effectifs nécessaires, gage de conditions de travail correctes, pour un meilleur accueil et un meilleur service rendu au public et à nos partenaires.

Dans l'intérêt des agents, FO DGFIP 49 réaffirme ses revendications et exige :

- **Le retrait du pacte de responsabilité et de la réduction des 50 milliards d'euros de dépenses publiques qui l'accompagne,**
- **L'abandon de la démarche stratégique, vecteur de la MAP et du pacte de responsabilité,**
- **L'augmentation immédiate de 8 % de la valeur du point d'indice et l'attribution de 50 points d'indice sur l'ensemble de la grille indiciaire,**
- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, la création d'emplois statutaires à hauteur des besoins des postes et services, et le recrutement immédiat des listes complémentaires des concours,**
- **L'augmentation des crédits budgétaires, des conditions de travail dignes et respectueuses de la santé des personnels.**
- **Le maintien de l'ensemble du réseau de proximité avec les moyens nécessaires pour fonctionner, trésoreries, SIP, SIE, SPF, contrôle fiscal, etc, soutenu et dirigé par des directions départementales conservant toutes leurs prérogatives.**